

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TECUMSEH CESSIEU SAS

42 rue de la Gare
38110 Cessieu

Références : 2023-Is045T1
Code AIOT : 0006102837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement TECUMSEH CESSIEU SAS implanté 42 rue de la Gare 38110 Cessieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle visait à examiner les suites données par l'exploitant aux demandes formulées à la suite de l'inspection du 12 décembre 2019.

Elle a également permis d'examiner le respect des prescriptions relatives à la sécheresse, et aux rejets aqueux dans le milieu naturel (RSDE, PFAS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECUMSEH CESSIEU SAS
- 42 rue de la Gare 38110 Cessieu
- Code AIOT : 0006102837
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TECUMSEH Cessieu SAS exploite une usine de production de groupes de réfrigération et de compresseurs. Ces équipements sont utilisés dans l'industrie, par exemple dans des chambres froides ou des vitrines réfrigérées. L'usine fonctionne actuellement en 2x8h avec 300 à 400 personnes dont 300 sont employées par Tecumseh. Les principales activités du site soumises à la réglementation ICPE sont le travail mécanique des métaux (usinage) et le traitement de surface (dégraissage, phosphatation).

Depuis la dernière inspection en 2019, le site est impacté par un contexte économique tendu, entraînant de longues périodes de chômage, notamment du fait des suites du Covid et des difficultés d'approvisionnement en certains matériaux. Le site de Cessieu est impacté par la baisse d'activité du site Tecumseh de la Mure qui leur fournit des composants.

Le site de Cessieu a pour projet d'investir dans l'installation de panneaux photovoltaïques, pour gagner en autonomie sur sa consommation d'électricité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection de 2019
- sécheresse
- rejets dans l'eau : RSDE et PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point sur la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 1.2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Risques incendie - ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvement et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.1.1 et 4.1.3	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 2.4.1	Sans objet
6	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5.4	Sans objet
7	Conception et gestion des rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.4.3.3	Sans objet
8	Surveillance d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.4.1	Sans objet
10	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte les prescriptions faites à la suite de l'inspection du 12 décembre 2019. Cependant, certains points restent non-conformes et demandent encore un investissement de la part de l'exploitant, notamment concernant le tableau des activités du site et la disponibilité en eau des poteaux incendie.

L'exploitant a mis en place une démarche afin de diminuer sa consommation en eau qui a abouti sur des progrès notables. Des efforts peuvent encore être faits sur le suivi des consommations d'eau, ainsi que sur la rédaction du Plan de Sobriété Hydrique.

Les rejets RSDE sont bien suivis par l'exploitant. Le sujet des composées per- et polyfluoroalkylées devra être approfondi en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point sur la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités
Prescription contrôlée : Faire un point sur le tableau de classement ICPE du site.
Constats : A la suite de l'inspection de 2019, l'exploitant a déclaré : - Dans un courrier du 26 mai 2020 ne plus être soumis à la rubrique 2563, <i>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface</i> , à la suite du démantèlement de la machine T200 en mars 2019, - avoir diminué le volume renseigné pour la rubrique 2565 : revêtement métallique ou traitement de surface; et être donc soumis au régime de l'enregistrement, - ne pas être soumis à la rubrique 3260 : traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30m ³ , car ayant un volume inférieur à 30m ³

L'inspection du 19 décembre 2023 a permis de refaire un point sur la situation et a soulevé certains questionnements quant au positionnement de l'exploitant vis-à-vis de certaines rubriques. L'exploitant a depuis renvoyé des documents permettant de conclure sur les points suivant :

- La machine ML2 a été retirée de la production et remplacée par la machine T2000. Le nouveau volume concerné par la rubrique 2565 calculé par l'exploitant est de 27.96m³. Conformément à l'arrêté du 9 avril 2019, ce volume est le volume maximal des bains contenu par les cuves dans des conditions normales d'utilisation, tel que préconisé par le fabricant et non pas le volume géométrique des cuves. Le seuil pour être concerné par la rubrique IED 3260 est de 30m³. L'exploitant reste donc soumis à la rubrique 2565 au seuil de l'enregistrement. Il devra être en mesure de garantir que le volume maximal des bains ne dépasse pas 27.96 m³ ;
- le site n'est pas soumis à la rubrique 1185.

Le tableau des activités du site est le suivant selon les informations vues en inspection le 19 décembre 2023 et transmises par l'exploitant en date du 20 décembre 2023 :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique Critères de classement	Capacités maximales	Régime (*)
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	2592 kWh	E
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	?	E
2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 .	27,96	E
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931.	9,3 MW	DC
2915.2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	29 m ³	D
2940.3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 .	128 kg/j	DC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	80 t	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique Critères de classement	Capacités maximales	Régime (*)
4725	Oxygène (emploi et stockage)	5.7 t	D

L'exploitant a remis la rubrique 2563 dans son tableau des activités sans préciser les volumes associés. Il est attendu qu'il se positionne par écrit sur les rubriques 2563 et 2565 en précisant les volumes associés à chacune de ces rubriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prélèvement et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.1.1 et 4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des prélèvements

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)	
			Horaire	Journalier
Eau souterraine	Puits Nord	40 000	12	170
Eau souterraine	Puits Ouest	30 000	8	130
Réseau public	Réseau communal	SO	SO	SO

ARTICLE 4.1.3. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé une fois par semaine. Les résultats sont portés sur un registre.

Constats :

L'inspection de 2019 a montré que les prélèvements annuels sur le puits Ouest étaient supérieurs au volume maximal annuel autorisé. Le puits Nord n'était plus utilisé.

Les prélèvements réalisés sur les puits Nord et Ouest sur les dernières années sont les suivants :

	Volume prélevé Eau Industriel (m3)							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Puits nord	0	0	0	2063	8326	3475	157	
Puits ouest	36102	38419	44982	24752	14077	18445	8453	
Total	36102	38419	44982	26815	22403	21920	8610	
Eau potable					1184	1231	621	

Ils sont conformes aux volumes maximaux indiqués dans l'arrêté.

Le puits Ouest est équipé d'une double pompe, sécurisée en cas d'incendie. C'est le puits qui est principalement utilisé pour la production.

Le puits Nord est utilisé ponctuellement. Il sert principalement à alimenter le réseau en cas d'incendie.

L'exploitant relève les prélèvements de manière hebdomadaire.

Il réalise également un suivi afin de détecter des incidents sur le réseau et assure leur prise en charge pour limiter les fuites.

Type de suites proposées : Sans suite, un prochain arrêté préfectoral modifiera les proportions de prélèvements dans chaque puits.

N° 3 : Valeurs limites d'émission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 33 et 46

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau

Prescription contrôlée :

« Article 33 de l'arrêté du 9 avril 2019

VLE pour le rejet direct ou raccordé.

I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées ci-après.

(...)

III. Sans préjudice des dispositions de [l'article 24](#), les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de [l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé](#).

Les valeurs limites d'émission en concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Article 46 de l'arrêté du 9 avril 2019

I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé, etc.) non chargés de produits toxiques.

(...)

III. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues.

Des mesures du niveau des rejets en cyanures totaux et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer permettent une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures totaux et en chrome

hexavalent;

- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.

Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Ce laboratoire de prélèvement et d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). »

Constats :

L'exploitant surveille ses rejets aqueux de manière trimestrielle pour les paramètres suivants : pH, MES, ST-DCO, DBO5, phosphore, cuivre, AOX, DCO, NKJ, NO2, NO3, daphnie, Zn et les hydrocarbures totaux.

Des contrôles sont également réalisés 3 fois par an par le laboratoire Savoie Labo et l'exploitant y confronte ses résultats.

Des contrôles sont réalisés environ une fois par semaine par l'exploitant dans le cadre du suivi de la Station d'Épuration du site.

Les résultats transmis par l'exploitant sont les suivants :

Date		jour	Volume m3 (débit max 300)	température <30	pH 6,5 à 9	Fer=Fe < 3 mg/l	Cuivre=CU <1 mg/l	MES(t) <30mg/l	DCO 150mg/l	DBO5 60mg/l	Phosphates 10mg/l	F <15 mg/l
27/02/2023	Tecumseh	lundi	76	8,9	6,71	0,334	0,159	28,2	132	41	4,89	0,564
27/02/2023	Savoie Labo	lundi			7,53	0,29	0,031	26	123	42	7,35	0,4
14/06/2023	Tecumseh	mardi	61	21,3	7,69	0,912	0,506	13,6	98,6	43	10	0,306
14/06/2023	Savoie Labo	mardi			7,6	0,23	0,023	16	90	21	9,87	<0,1
18/10/2023	Tecumseh	mercredi	72	15,8	7,6	0,334	0,198	20	39,5	30	5,94	0,383
18/10/2023	Savoie Labo	mercredi			7,7	0,24	< 0,05	23	67	12	4,8	< 0,1

Date		jour	HC=IH <1	N=Azote global <50	AOX <0,5	Conductivité μS/cm	Zinc μg/L	Nitrite NNO2 mg/L	Nitrate NNO3 mg/L
27/02/2023	Tecumseh	lundi							
27/02/2023	Savoie Labo	lundi	< 0,05	12,1	0,01	1540	105	0,12	3,56
14/06/2023	Tecumseh	mardi							
14/06/2023	Savoie Labo	mardi							
18/10/2023	Tecumseh	mercredi							
18/10/2023	Savoie Labo	mercredi	< 0,05	7,91	< 0,01	1630	234	0,27	0,24

Les valeurs relevées sont conformes.

On note des écarts entre les valeurs présentées par le laboratoire et l'exploitant.

L'exploitant se penchera sur les raisons de ces écarts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement (CE) n°1907/2006 dit règlement REACH
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La dernière version de la fiche de donnée de sécurité de l'acide sulfurique doit être affichée au niveau de la STEP, et l'exploitant doit disposer des annexes de la FDS. La cuve d'acide sulfurique doit être maintenue fermée pour éviter notamment toute projection d'eau dans la cuve.
Constats : Lors de l'inspection de 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'annexe de la FDS de l'acide sulfurique. Il lui avait été rappelé que la cuve d'acide sulfurique doit être maintenue fermée pour éviter la projection d'eau dans la cuve. L'inspection du 19 décembre 2023 a permis de constater que les FDS sont bien présentes au niveau de la cuve d'acide sulfurique. Le panneau stipulant de fermer systématiquement la cuve est bien présent à côté de la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques incendie - ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie - ressource en eau
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.1. RESSOURCES EN EAU L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none">– 5 poteaux d'incendie implantés sur la voie privée autour du site alimentation interne;– 4 poteaux d'incendie implantés sur la voie privée autour du site alimentation eau de ville;– Des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;– Des robinets d'incendie armés. <p>Le débit de 900 m³/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendie nécessaires et hors besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendie armés, etc) doit être assuré sans interruption pendant au moins deux heures. Une attestation des essais des poteaux d'incendie concernant ce débit sera réalisée et transmise au groupement d'analyse et de prévision des risques de l'état major du SDIS (SDIS – 24 rue René Camphin – 38600 Fontaine).</p> <p>La plate forme d'aspiration est équipée d'une pompe permettant une alimentation immédiate des poteaux d'incendie interne en cas de demande du réseau. Le système de vanne manuel, en pied de canalisation sur la plate-forme d'aspiration sera soit automatisé, soit prépositionné. Aucune manœuvre manuelle ne doit être exercée pour la mise en service du réseau.</p> <p>L'ensemble des ateliers de l'établissement sont sprinklés. Le volume de la cuve de sprinklage est de 258 m³.</p> <p>L'établissement disposera d'une équipe de sécurité placée sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>

Constats :

L'étude de danger transmise à l'inspection le 05/10/2012 stipule que le débit en simultané des poteaux incendie doit être de 810m³/h, et non plus de 900m³/h. L'exploitant a transmis à l'inspection un échange avec le SDIS attestant que le débit de 810m³/h peut bien être retenu, dont 1/3 du besoin fournit par les poteaux incendie, soit 270m³/h fournis par les poteaux incendie pendant 2h, avec une pression minimale de 60m³/h par poteau.

Un mail du SDIS du 18 juin 2015 faisant suite à un test sur les poteaux incendie permet de confirmer que le débit fournit en simultané par les poteaux incendie est supérieur à 270m³/h et que la pression est suffisante. Cependant, le débit en simultané fournit par les poteaux incendie est de 735m³/h, et est donc inférieur au débit total requis de 810m³/h. Il n'est pas précisé comment le débit requis de 810m³/h est atteint.

Il est également fait mention dans ce mail d'une réserve de 2500m³ d'eau pouvant fournir par motopompe fixe un débit de 340m³/h. Cependant, cette réserve n'a pas été vue lors de l'inspection.

L'exploitant précisera à l'inspection comment il complète le débit fournit par ses poteaux incendie pour atteindre le débit total requis de 810m³/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

Prescription contrôlée :**ARTICLE 7.5.4. BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2750 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le CHAPITRE 3.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

A la suite de l'inspection de 2019, l'exploitant a contacté le SDIS qui a confirmé qu'il pouvait utiliser le calcul issu de l'étude de danger de 2012, annexe 3, pour déterminer le volume du bassin de confinement, soit un volume de 2388 m³. Cet échange a bien été transmis à l'inspection.

Sur place, lors de l'inspection du 19 décembre 2023, il a été constaté que l'exploitant dispose de 2 bassins de confinement des eaux incendies : un de 1600 m³ et un de 800 m³, soit un volume total de 2400 m³. Ces deux bassins sont équipés d'un revêtement étanche. La prescription de l'étude de danger de 2012 est donc bien respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception et gestion des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conception et gestion des rétentions
Prescription contrôlée : <i>Article 7.4.3.3. Conception et gestion des rétentions</i> Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.
Constats : A la suite de l'inspection de 2019, l'exploitant a fait installer des déclencheurs d'alarme sur les rétentions de plus de 1000 L. Le 19 décembre 2023, l'inspection a pu constater sur place que la machine MD5 est bien équipée d'un déclencheur d'alarme. La machine ML2 a été démantelée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu nat
Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.4.1. SURVEILLANCE D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet: N° 4

Paramètres *	Périodicité	Moyen journalier :	
		limites	Flux maximal journalier (Kg/j)
débit	C	300	SO (sans objet)
pH	C	6,5<pH<9	SO
T	C	<30	SO
Cu	H	1	0,3
Fe	H	3	0,9
MES	Q	30	9
F	H	15	4,5
Azote global	T	50	15
P	H	10	3
DCO	Q	150	45
DBO5	H	60	18
Indice Hydrocarbures	T	1	0,3
AOX	T	0,5	0,15

Les concentrations sont des valeurs moyenne journalière (mg/l), le débit est exprimé en m3/j, la température en °C
 *Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

Ces valeurs sont des moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les résultats de prélèvements instantanés évoqués à l'article X qui peuvent être réalisés en dehors de campagnes de prélèvements inopinés ne peuvent excéder le double de la valeur limite.

De manière à éviter toute dérive, la mesure en continu du pH fera l'objet d'un contrôle au moins hebdomadaire par un dispositif de mesure indépendant.

Une étude technico-économique des moyens de réduire à 1 mg/l la concentration en phosphore des eaux résiduaires rejetées sera réalisée à l'initiative de l'exploitant. Les conclusions de l'étude seront transmises à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2010.

Constats :

Les déclarations faites sur GIDAF sur la surveillance des rejets aqueux ne montrent que quelques dépassements mineurs. Les rejets de l'exploitation sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 4 décembre 2012.

Concernant les rejets de cuivre, l'exploitant rejette à des concentrations inférieures à celles autorisées dans son arrêté (concentrations inférieures à 0,5mg/l pour 1 mg/l autorisé) et à des débits inférieurs également (10,9 g/j pour 300g/j autorisés dans l'arrêté). Cependant, le flux journalier autorisé par l'arrêté du 4 décembre 2012 pour le cuivre est bien supérieur (300g/j) au flux acceptable par le milieu récepteur en période d'étiage selon le SDAGE (NQE x débit d'étiage = 1µg/l x 76l/s = **6,56 g/jour**).

La totalité des eaux de production, et des eaux de vidange des bassins sont traitées dans la station d'épuration de l'exploitation.

L'exploitant doit explorer des pistes d'amélioration pour diminuer au maximum ses rejets en cuivre afin de limiter la pression sur le milieu récepteur, par exemple en corrélant les rejets de cuivre avec l'activité du site, les vidanges des cuves, ou en évacuant les eaux les plus polluées en

tant que déchets.

Cette démarche est attendue pour la totalité des substances rejetées par le site.

L'exploitant doit se positionner sur les flux et concentrations de rejet de chaque substance émise par le site afin d'envisager la mise à jour de son arrêté pour prendre en compte les objectifs du SDAGE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10

Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse - PSH

Prescription contrôlée :

Connaissance de l'arrêté cadre et de l'arrêté de restriction provisoire le cas échéant.

Le site a demandé à bénéficier d'une adaptation des restrictions prévues à l'article 10 de l'arrêté cadre sécheresse du 10 juillet 2023 :

« Article 10 :

Cas de prélèvements déjà réduits au minimum :

Sont exemptés les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.

Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour au minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. »

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir réduit ses prélèvements au minimum, et a rédigé son Plan de Sobriété Hydrique. Il a donc déclaré bénéficier d'une adaptation des restrictions prévues à l'article 10 de l'arrêté cadre sécheresse du 10 juillet 2023.

Les volumes prélevés ont diminué d'environ 10 000m³ depuis 2018. L'exploitant l'explique par :

- la recherche des fuites, qui leur a permis de réduire la consommation d'environ 20m³ par jour, soit 5 400m³ par an.
- le remplacement de la machine ML2 par la machine T2000, qui est une machine en circuit fermé, grâce à laquelle ils estiment réaliser des économies d'eau de l'ordre de 4500 m³ par an.

Le site est certifié ISO14000 ce qui l'engage dans une démarche de diminution de sa consommation d'eau.

Le PSH reprend bien les consommations d'eau, les investissements et les économies d'eau réalisées, ainsi que des pistes d'amélioration.

Le site dispose de compteurs sur les puits mais pas sur les machines. Les compteurs ne figurent pas sur le plan des réseaux d'eau.

Les eaux sanitaires sont prises sur le réseau industriel et ne sont pas décomptées des prélèvements industriels.

L'indicateur utilisé pour suivre la consommation d'eau est le mètre cube d'eau consommé ramené au chiffre d'affaires du site. Cet indicateur ne paraît pas pertinent pour suivre la consommation en eau du site, le chiffre d'affaires étant une valeur qui ne dépend pas que de la productivité de l'usine mais également du marché, il ne peut être fiable pour relier la consommation d'eau à l'activité du site. Un indicateur plus pertinent serait l'unité d'œuvre, ou la tonne de produit.

Le site ferme 2 semaines en août, et fonctionne à 50 % sur les 2 autres semaines du mois d'août.

La veille réglementaire est réalisée par le biais du CETIM, mais l'exploitant souhaite changer pour passer à READ ONLINE.

Conclusion :

L'exploitant met en place des actions afin de réduire ses consommations en eau, avec le suivi des prélèvements, la recherche des fuites et l'installation de machines moins consommatrices en eau. Il est au courant de la réglementation en vigueur concernant les restrictions d'usage de l'eau.

Cependant, l'exploitant doit encore s'améliorer sur quelques points :

- l'installation de compteurs d'eau, permettant notamment d'avoir un suivi de la consommation par poste de consommation (par machine,...),
- la figuration des compteurs sur le plan des réseaux d'eau,
- le suivi de la consommation en eaux sanitaires,
- l'utilisation d'un autre indicateur plus pertinent que le chiffre d'affaires pour suivre l'évolution de la consommation d'eau du site,
- la mise en place de mesures d'économies d'eau en période de restrictions particulières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023

Thème(s) : Actions nationales 2023, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Prescription contrôlée :

[Article 1](#)

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Article 2

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant n'est pas directement visé par l'une des rubriques ciblées dans l'arrêté du 20 juin 2023. Cependant, l'activité de traitement de surface (rubrique 2565) est susceptible d'émettre des PFAS dans le milieu naturel, et le secteur de la Bourbre est un secteur où il a été relevé d'importantes teneurs en PFAS. Il lui est donc demandé de réaliser une campagne de mesure des PFAS lors de son prochain contrôle trimestriel RSDE.

Type de suites proposées : Sans suite